

Unité Interdépartementale 39-71  
DREAL Bourgogne-Franche-Comté  
Ud 39-71 / Antenne de Chalon-sur-Saône  
1 rue Georges Feydeau  
71100 Chalon-sur-Saône  
ud71m.dreal-bfc@developpement-durable.gouv.fr

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/06/2025

### **Contexte et constats**

publié sur 

### **VALSPAR FRANCE CORPORATION - PACKAGING**

Rue Maurice Bouvet  
71700 Tournus

Références : XG/NM/2025/C\_106  
Code AIOT : 0100000397

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement VALSPAR FRANCE CORPORATION – PACKAGING implanté Rue Maurice Bouvet 71700 Tournus.

La visite s'effectue dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement, et porte principalement sur la thématique de la sécurité incendie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALSPAR FRANCE CORPORATION – PACKAGING
- Rue Maurice Bouvet 71700 Tournus
- Code AIOT : 0100000397      Installation : Avec Titre ☒      Sans Titre ☐
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : SEVESO BAS
- IED : Oui

La société Valspar France est spécialisée dans la fabrication d'encre et de vernis pour applications sur métal. Filiale du groupe américain Sherwin-Williams, elle exploite sur la commune de Tournus deux unités différentes, indépendantes l'une de l'autre, séparées par la rue Maurice Bouvet : l'unité dite Industrial et l'unité dite Packaging.

Spécialisée dans la fabrication de peintures et de laques industrielles, l'unité Industrial, située au nord de la rue Maurice Bouvet, est l'implantation historique du groupe. Les opérations qui y sont réalisées consistent essentiellement en des mélanges de différents composants sans procédé de synthèse chimique.

Exclusivement dédiée à la fabrication de résines destinées aux revêtements intérieurs des emballages alimentaires, l'unité Packaging, plus récente, est située au sud de la rue Maurice Bouvet. Les activités de l'unité Packaging ont régulièrement été autorisées par arrêté préfectoral du 18/05/2022 et sont soumises à la directive relative aux émissions industrielles, dite IED, pour la fabrication de vernis au titre de la rubrique 3410-h de la nomenclature des installations classées relative aux polymères.

**Contexte de l'inspection :** Récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter

**Thèmes de l'inspection :** Risque incendie, Stratégie de défense incendie

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Accessibilité au site	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 9.1.4.1 – I	Demande d'action corrective	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Accessibilité des engins à proximité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 9.1.4.1 – II
3	Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 9.1.4.1 – III
4	Mise en stationnement des engins	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 9.1.4.1 – IV
5	Aires de chargement et de déchargement	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 9.1.5.5
6	Recueil et confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 9.1.5.6
7	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 9.3.1
8	Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 9.3.2
9	Moyens humains de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 9.3.3
10	Moyens matériels de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 9.3.4

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**

L'inspection retient de sa visite, malgré la non-conformité mineure relevée et la demande d'action corrective associée, la très bonne application des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de sécurité incendie.

Ces éléments sont détaillés au travers des fiches de constats disponibles en partie 2-4 (fiches de constats non communicables et/ou non communicables et non consultables au sens de l'instruction du gouvernement du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les ICPE).